Gâtinais ouest : pourquoi tant d'éoliennes ?

Publication : mercredi 22 février 2017 09:54

L'Éclaireur du Gâtinais, 22 février 2017

2 MERCREDI 22 FÉVRIER 2017 | L'ÉCLAIREUR DU GÂTINAIS

A la une — Transition énergétique

POINT DE VUE

C'est dans le vent !

Des éoliennes en voulez-vous, en voilà ! Ces gigantesques pylônes à trois pales fleurissent un peu partout dans le nord du Loiret et ailleurs. Ils sont légion en allant en Beauce, de chaque côté de la route parfois.

Transition énergétique oblige ! C'est dans l'air du temps, pour ne pas dire dans le vent. Il n'empêche que ça gâche le paysage. Pas plus que les lignes à haute tension auxquelles nous nous sommes habitués, dira-t-on. Tout de même ! A Ferté, c'est nettement plus visible et plus moche. Les éoliennes ont beau être toute blanche, elles ne passent pas inaperçues, surtout pour les populations vivant aux alentours. Et elles deviennent de plus en plus hautes. Des associations de riverains se créent, forcément contre les projets de parcs éoliens. C'est le cas dans le Beaucels et dans le nord du Gâtinais. Le plus étonnant est que ces projets sont, pour certains, montés dans le dos des élus, sans qu'ils soient consultés. Et lorsqu'ils s'y opposent, il n'est même pas sûr qu'ils obtiennent gain de cause, tant la pression et la puissance des sociétés éoliennes sont fortes. Le procédé est pour le moins curieux car c'est la collectivité tout entière qui est sérieusement impactée par ces moulins à vent des temps modernes, visibles à des dizaines de kilomètres à la ronde. C'est surtout vrai pour les riverains qui redoutent, à juste titre, une chute des prix de l'immobilier dans les secteurs concernés. Malgré cela, les projets foisonnent. Les sociétés de l'Éolien, pour la plupart étrangères et attirées par les aides publiques, se ruent sur l'opportunité qu'est l'essor de l'énergie propre. Mais à quel prix pour l'environnement de proximité ?

FRANCIS DORNICE

Dans le Gâtinais Ouest

Pourquoi tant d'éoliennes ?

Attirées par les aides publiques, les sociétés éoliennes multiplient les projets. Plusieurs se déploient dans l'ouest du Gâtinais. Mais leurs méthodes posent question. Ce sont les élus qui le révèlent.

Des éoliennes de près de 200 m de haut, voilà ce qui est en train d'apparaître, en rédifié ou en filigrane, dans le paysage du Gâtinais. Plus précisément ouest-ouest. Le secteur est d'autant plus attractif qu'il n'est pas très peuplé.

De nombreuses sociétés œuvrent en sous-marin dans le dos des élus

Dans ce cas, pourquoi ne pas y installer des éoliennes ? La question peut très bien se poser. Le hic. C'est qu'elle ne se pose pas.

De nombreuses sociétés éoliennes prospèrent dans le dos des élus. Dans certains villages, le conseil municipal sait que son territoire est dans le collimateur d'une société. Voire deux... ou trois ! Lorsque à Treilles-en-Gâtinais, par exemple.

Le conseil municipal de Treilles l'apprend par hasard

Deuxième adjoint à Treilles, Laurent Roger raconte : « En novembre dernier, un habitant est venu nous voir avec des étiquettes de plans qu'il avait récupérées lors d'une réunion qui venait de se tenir en privé. Cet habitant voulait connaître notre avis sur la question. Sauf que la commune n'était au courant de rien de tout ! »

Cuisante vision de la démocratie « Nous avons ensuite eu écho que cette société, VTD, devait nous présenter son projet en janvier. Nous attendons toujours... Alors nous les avons appelés, et 9 février. Il nous a été répondu que nous n'étions pas les plus concernés. »

Des villes cœur en vole d'achèvement, comme à Arville, vers Puiseaux. Des projets se foisonnent en sûreté du côté de Treilles, avec des éoliennes de près de 200 m de haut.

Des mêmes boucles

« Mais comment répondre une telle chose alors que les mairies doivent faire 164 m de haut ? », s'interroge le maire, Hervé Molinier. Un maire qui affirme avoir été « presque bouclé, depuis les dernières municipales, par rien moins sorties de sociétés soucieuses à mises d'une coup de fil par semaine ou une semaine sur deux ! »

Au final, certaines municipalités sont consultées, d'autres pas. À Treilles, en ne l'est pas. « Mais on ne souhaite pas faire la guerre aux élus qui le sont », dit Hervé Molinier. Et ne sont qu'à une poignée de kilomètres. S'il existe une réunion publique, le conseil municipal ne cache pas qu'il s'engrenle ni les rattrapées et la perspective de voir le prix de l'immobilier chuter sur son territoire dans son ensemble. La 3e adjointe, Françoise Hoechlt, enfonce le clou : « Dans l'étude publiée il y a dix ans, nous n'étions pas dans un couloir de vent intéressant. Une société avait d'ailleurs chiffré qu'une éolienne - évaluée à plus de 1 M € - rapporterait à Treilles 600 € par an, soit moins de 2 % des indemnités annuelles. « Et là, le vent n'a nitrement pas tourné. Ce qui a changé, de l'avis de très nombreux élus du Beaucels, c'est l'appel d'air provoqué par la mise à disposition de l'argent public.

L.a.R.

Des projets à foison

Dans le même cas, 3 projets : 1° projet : Gondreville-Courtemaison, société mineur. 2. courtemaison-Treilles-Gondreville : 20 éoliennes, Sté VTD. 3. Ceniles-Pothuisseau-Treilles-en-Gâtinais : 10 éoliennes, Sté La Compagnie du Vent. Par ailleurs, à Lorcy, 7 éoliennes, Sté Valkowind. Arville : 6 installations en cours, Sté Cap Delta.

Une voie romaine en partie détruite pour des éoliennes

Les élus et intercommunalités du Beaucels se sont prononcés contre l'installation d'éoliennes dans leur secteur pour de multiples raisons - dont le fait que l'argent dépensé au territoire, toutes ces entreprises de l'Éolien étant pas françaises. Ils ont notée aux l'appel du sénateur J.-Pierre Sueur et de la sénatrice Marie-Hélène Dubois, pourtant de sensibilités différentes. D'où l'importance de l'enquête publique en cours. « Surtout qu'on peut vraiment s'exprimer lors de l'enquête », signale Jean-Marie Vendée, maire de Vimpelle.

Pourquoi donner la parole à cette petite commune de l'Indre-et-Loire ? Parce qu'elle a affaire à la société Wellkwind - celle qui est intéressée par le territoire de Lorcy (sous le nom des Vents chauds).

La mairie de Vim. n'a pas assez de mots pour dénoncer la manière dont se comporte la société éolienne. « Pour faire passer leurs lignes électriques, ces gens s'appuient à détruire en partie le Grand Chemin de Saint-Martin : un chemin sous legal se trouve une voie romaine faisant partie d'un ensemble européen ! » Considéré comme un patrimoine culturel à part entière, ce chemin part en affiné du Hoogré pour arriver dans la Bourgade où Saint-Martin d'où étaient au 307.

Inexcusable qu'on ne puisse pas le protéger... « Le problème, c'est que ce tracé est inscrit et sur pas closé », explique M. Vendée. « Nous, petites communes, nous nous retrouvons face à des ingénieurs d'entreprise. Bien démunies pour protéger notre territoire. »

Des conseils municipaux tiraillés

Tout près de Treilles, certaines communes seraient favorables à l'installation d'éoliennes comme Gondreville par exemple. C'est d'ailleurs plus dégion est là sur de courtes distances en campagne. C'est ainsi que l'aden est concerné par les éoliennes de Lorcy... (voir p. 37).

Sincèrement, j'aimerais obtenir un avis scientifique humaine et je ne l'ai pas. Beaucoup non, comme moi dans l'opportunité », concède le 1er adjoint de Gondreville, M. Bardon. « Mais il faut tenir comme notre maire, avoir le courage de travailler pour le bien. Personnellement, j'aimerais qu'on puisse organiser un référendum dans les communes concernées. Mais ça, ça ne rentre pas dans le cadre de la population. » Notre exemple : Beaumont, comme beaucoup de ses homologues, le maire, Hugues Moncel, tressait - onomat que la taxe rapporte à toute l'intercommunalité dont que pas de communes sont impactées ou rédifié. « Le maire dit désormais « qu'il faut jouer le jeu de la nation et de l'intérêt général. Mais il faut que possible ». Hugues Moncel ne veut plaire des éoliennes installées à Sceaux, Mauclerville et Jouarville. Et pourtant proches. « Deux sociétés sont en cités - et il n'y a pas lice : une française avec du matériel étranger ; et un vendeur d'éoliennes. « Mais cela ne va-t-il pas tant jouer le jeu de la nation et de l'intérêt général ? » Cela n'est pas notre affaire », considère Hugues Moncel.

Le fait est que les élus des petites communes ont d'autres chats à fouetter, très sollicités par ces sociétés - et il n'y a pas qu'elles ! - qui leur réclament une existence seule, sans adjoint. Attirées par les subventions, ces entreprises leur mettent ainsi la pression. « Elles qui peuvent très bien n'avoir que quelques milliers d'euros de capital et monter un projet de 2 millions d'euros... Pour se déclarer prêtées en faillite avant d'avoir mis à la Caisse des dépôts et consignations l'argent nécessaire au démantèlement futur des éoliennes en fin de vie », explique un ancien conseiller municipal. Qui a vécu cela de très près sur le territoire ces dix 10 ans à Lorcy comme à Treilles, où certes, exister plus chat ! « Cela n'est pas notre affaire » - considère Hugues Moncel.

Le fait est que les élus des petites communes ont d'autres chats à fouetter, très sollicités par ces sociétés - et il n'y a pas

En réunion à Lorcy 13, chaque éolienne est chiffrée à près de 1 M€. Lorcy(ère publique est en lencée (voir p. 38).

70 le 1er et seul pare éolien d'Ile de France, inauguré en 2016.

Phoca PDF